

Non à un arrêt précipité des centrales nucléaires

- **Non** au chaos provoqué par un arrêt immédiat
- **Non** à une baisse de la sécurité d'approvisionnement
- **Non** à une dépendance accrue et à des importations d'électricité produite avec du nucléaire ou du charbon
- **Non** à des coûts qui se chiffrent en milliards

Non au chaos provoqué par un arrêt immédiat

L'initiative des Verts sur la sortie du nucléaire prévoit de fermer très rapidement les centrales existantes, sans plan réaliste pour remplacer l'électricité qu'elles produisent. En 13 ans seulement, la Suisse perdrait presque 40% de sa production. Trois des cinq centrales ferment déjà avant l'hiver 2017–2018. La Suisse sortira du nucléaire: le Parlement vient de le confirmer. Mais c'est une sortie organisée est pas un simple arrêt à la va-vite, comme le prévoit l'initiative.



«La Suisse sortira du nucléaire, c'est décidé, mais avec un plan pour remplacer la production perdue. L'initiative met la charrue avant les bœufs.»

Beat Vonlanthen
Conseiller d'Etat, Conseiller aux Etats, PDC, Fribourg



«Une sortie précipitée du nucléaire mettrait en danger la sécurité d'approvisionnement en électricité de notre pays.»

Jacqueline de Quattro
Conseillère d'Etat, PLR, Vaud

De quoi s'agit-il?

Avec leur initiative sur une sortie du nucléaire, les Verts exigent l'arrêt accéléré des centrales suisses. Trois d'entre elles devraient être stoppées en 2017 déjà, un an seulement après la votation. Le Conseil fédéral et une majorité du Parlement ont rejeté cette initiative et mis en place un contreprojet: la stratégie énergétique 2050. Contrairement aux Verts, ils ne veulent pas d'arrêt précipité et chaotique des centrales, mais une sortie ordonnée.

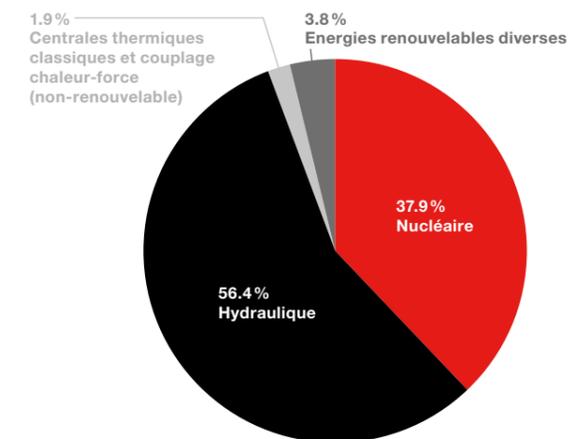
Une large alliance dit Non

L'initiative des Verts pour une sortie précipitée du nucléaire a trois défauts: elle réduit la sécurité d'approvisionnement, elle provoque une augmentation des importations d'électricité nucléaire ou produite avec du charbon, et elle coûte (très) cher. Le Conseil fédéral la rejette, tout comme le Conseil national (134 voix contre 59) et le Conseil des Etats (32–13). Les représentants de l'UDC, du PLR, du PDC, du PBD et du PEV l'ont clairement refusée aussi, comme les organisations économiques et des arts et métiers et les directeurs cantonaux de l'énergie.

Non à une baisse de la sécurité d'approvisionnement

Aujourd'hui, les citoyens et les entreprises bénéficient d'une sécurité d'approvisionnement très élevée, ce qui est un atout fondamental. Si l'initiative était approuvée, la Suisse perdrait 15% de la production d'électricité dès l'hiver 2017–2018. Et d'ici 13 ans (2029), c'est presque 40% de notre production qui disparaîtrait. Cette sortie précipitée du nucléaire affaiblirait notre sécurité d'approvisionnement. Il est en effet illusoire de remplacer très rapidement des capacités de production aussi importantes. Dans les conditions actuelles, il faut des années, voire des décennies, pour faire sortir de terre de nouveaux barrages ou des éoliennes. Un arrêt précipité nous obligerait à importer de plus en plus d'électricité de l'étranger.

L'approvisionnement électrique de la Suisse



L'électricité produite par les centrales nucléaires représente presque la consommation des ménages et des transports publics.

Source: statistique suisse de l'électricité (2014)

Mais pour importer, il faut disposer d'un réseau électrique qui le permette. L'hiver dernier, il a déjà atteint ses limites, alors que deux centrales nucléaires ne fonctionnaient pas. En cas d'acceptation de l'initiative, la situation s'aggraverait. L'abandon immédiat de trois centrales provoquerait des goulots d'étranglement et des risques de pannes. Il faudrait renforcer le réseau électrique pour faire face à la hausse des importations. Et lorsque l'on sait que la moindre procédure dans ce domaine dure 15 ans, ce n'est pas réaliste. La mise en place d'une nouvelle politique énergétique demande une planification soignée et ne doit pas être mise en péril par des délais arbitraires ou motivés par des raisons idéologiques.

Non à une dépendance accrue et à des importations d'électricité produite avec du nucléaire ou du charbon

L'arrêt si rapide des centrales nucléaires suisses impliquerait une hausse massive des importations d'électricité de l'étranger. Il n'y aurait pas d'autre alternative, car il serait irréaliste de développer à temps d'autres moyens de production en Suisse. La dépendance énergétique de notre pays augmenterait, on importerait du courant nucléaire au lieu de le produire nous-mêmes, et l'on jouerait un mauvais tour au climat. En effet, le courant importé proviendrait avant tout des centrales à charbon allemandes et des centrales nucléaires françaises. La France produit plus de 75% de son électricité avec le nucléaire et l'Allemagne près de 70% avec des centrales à charbon, à gaz et nucléaire. L'organisation Greenpeace, qui décrit le charbon comme une des pires sources d'énergies du point de vue climatique,



soutient pourtant l'initiative. Les initiants ouvrent donc tout grand les portes de la Suisse à de l'électricité produite par les moyens qu'ils combattent. Cette attitude est hypocrite et nuisible pour la politique climatique.



«En fermant nos centrales nucléaires à la hâte, nous devrions importer de l'électricité nucléaire française, sans contrôle sur leurs centrales, ou produite avec du charbon en Allemagne. Ce serait une belle hypocrisie.»

Jean-Pierre Grin
Conseiller national, UDC, Vaud

Non à des coûts qui se chiffrent en milliards

Aujourd'hui, les centrales nucléaires suisses peuvent être exploitées aussi longtemps qu'elles présentent une sécurité irréprochable. Si elles étaient stoppées prématurément, des dédommagements seraient demandés suite à ce changement des règles du jeu. C'est une réalité que des parlementaires de gauche ont également confirmée. En plus d'une baisse de la sécurité d'approvisionnement, d'une dépendance accrue et d'importations de courant

«sale», une sortie précipitée du nucléaire entraînerait des procédures sans fin et des coûts qui se chiffrent en milliards. A la fin, ce seraient les contribuables et les consommateurs d'électricité qui régleraient la facture. Il faudrait y ajouter le coût de la construction de nouvelles installations de production, si bien que nous passerions plusieurs fois à la caisse.